

Critique de l'économie politique de l'insécurité alimentaire

Réflexions à partir de l'expérience soudanaise

Mustafa Babiker



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1013>

DOI : 10.4000/ema.1013

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1993

Pagination : 41-50

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Mustafa Babiker, « Critique de l'économie politique de l'insécurité alimentaire », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 15-16 | 1993, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1013> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1013>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Critique de l'économie politique de l'insécurité alimentaire

Réflexions à partir de l'expérience soudanaise

Mustafa Babiker

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais par Samia Rizq.

- 1 A l'aube de la période de sécheresse soudano-sahélienne de 1968-73, le Soudan était souvent cité comme le seul pays à avoir échappé à la famine, largement répandue à cette époque (Shepherd, 1984 ; O'Brien, 1985). On attribuait alors ce phénomène au type de développement agricole pratiqué dans les années 60 et au début des années 70, fondé sur une production alimentaire à fort coefficient de capital pouvant subvenir aux besoins du marché interne plutôt que tournée vers l'exportation. Entre 1970 et 1975 par exemple, la zone d'agriculture pluviale mécanisée s'est accrue de 2.559.000 feddans supplémentaires, d'où une augmentation de la production de sorgho, aliment de base de la plus grande partie de la population. Conséquence parmi d'autres de ce succès sans précédent : les planificateurs et les investisseurs ont commencé à considérer le Soudan comme une région propice à une éventuelle expansion agricole, et comme un exemple pouvant être suivi par les pays comptant sur le même type de ressources (US Government Office, 1974). Ainsi a-t-il souvent été affirmé, au milieu des années 70, que le Soudan, avec des capitaux arabes et la technologie occidentale, pouvait développer ses vastes ressources et bonifier ses terres en jachère, et devenir alors le grenier du Moyen-Orient. Par exemple, le Plan de développement économique et social prévu pour six ans (1977/78-1982/83), proposait de défricher plus de 5 millions de feddans destinés à la production de céréales et d'oléagineux ainsi qu'à l'élevage pour les marchés arabes.
- 2 Cependant, vers le début des années 80, au lieu de devenir un grand exportateur de sucre et d'assurer son autosuffisance en blé comme cela avait été prévu dans plusieurs plans de développement successifs (Sudan Government, 1977 a, 1977 b ; Arab Fund,

1976), le Soudan épuisait ses devises dans l'importation de produits alimentaires de base. En 1980-81, les importations du Soudan en produits alimentaires s'élevaient en effet à 298 millions de dollars, soit 62,2 % du total du revenu des exportations pour la même année (*South* n° 30, 1980,17). Le Soudan fut alors cité comme principal exemple de pays n'ayant pas réussi à mobiliser son potentiel agricole au profit de la croissance économique. Comme le montrent les tendances actuelles du marché, il n'est plus question aujourd'hui de l'exportation de produits alimentaires du Soudan vers le Moyen-Orient, mais de l'incapacité du Soudan à nourrir ses 25 millions d'habitants. Le grenier est donc devenu non seulement un gros importateur de denrées alimentaires, mais un pays de plus en plus dépendant de l'aide alimentaire en provenance d'outre-mer, au point que l'expression « le grenier est vide » est devenue un lieu commun dans les études portant sur le développement du Soudan (Wolmuth, 1980 ; Muhammad Hashim Awad, 1983). Le phénomène habituel de la « faim saisonnière » s'est aggravé et une importante famine sévit dans toutes les régions semi-arides du Soudan comme le nord du Kordofan, le nord du Darfour et les rives de la mer Rouge.

Approches conventionnelles

- 3 Si le problème de l'insécurité alimentaire du Soudan a fait l'objet d'une littérature abondante, rares sont les écrits qui en abordent les origines. Les explications les plus communes et officiellement reconnues tendent à ramener le problème à un ensemble de causes « naturelles » (la sécheresse par exemple) et culturelles, ainsi qu'à des contraintes techniques et financières caractéristiques du secteur agricole traditionnel (ILO, 1976 ; O'Hagan, 1978). A cela s'ajoutent souvent des explications fondées sur l'économie du développement « conventionnelle », selon laquelle l'insécurité alimentaire serait due à une combinaison « irrationnelle » des facteurs de production : terre, main-d'œuvre et capital. Les principaux partisans de cette lecture sont les planificateurs et les consultants du gouvernement qui, s'inspirant de la logique économique des pays aujourd'hui développés, soutiennent que l'orientation des capitaux à investir vers les différents secteurs économiques liés au marché libre, ou, plus récemment, vers les petits producteurs, dans le contexte d'une politique d'interventionnisme étatique, conduirait en fin de compte à l'augmentation de la production agricole et, par suite, à la sécurité alimentaire.
- 4 De telles explications et les recommandations qui en découlent tendent à ignorer la différence existant entre les mécanismes de la logique économique qui règnent dans les pays en développement et ceux qui dominent dans les économies capitalistes des pays développés. Par le passé, les exactions étatiques, l'inégalité des échanges marchands et « l'usure » ont constitué autant de facteurs qui contribuaient à appauvrir la base de production agricole. Or, au Soudan, les projets de développement agricole étant insuffisamment préparés pour prendre en considération de tels facteurs, ces projets ont non seulement échoué à produire les améliorations prévues, mais ont joué, de plus, un rôle décisif dans l'accroissement de l'insécurité alimentaire.

Approche politico-économique

- 5 Nous venons de voir comment le problème de la détérioration de la sécurité alimentaire pouvait être posé en termes purement « physiques » et techniques : un milieu naturel « peu favorable », des techniques de production « primitives ». Ainsi, a plupart des recherches relatives à la question de la sécurité alimentaire tendent à mettre l'accent sur un ou plusieurs aspects de ces deux séries de facteurs, qui surgissent tour à tour dans les programmes et projets destinés à augmenter la

production. Tous les échecs sont attribués soit à des études de faisabilité défailtantes, soit à une nature imprévisible et intraitable, soit au paysan lui-même, « conservateur, ignorant et paresseux ».

- 6 Cependant, on considère aujourd'hui de plus en plus la question de l'insécurité alimentaire comme partie intégrante d'un système socio-politico-économique plus complexe. Cet intérêt nouveau, je l'appellerai *économie politique de l'insécurité alimentaire* parce qu'il s'est d'abord inspiré des théories de la sociologie du développement relatives au système mondial et au sous-développement (Frank, 1969 ; Wallerstein, 1974), et des écrits de l'école marxiste française d'anthropologie (Seddon ed., 1978).
- 7 On soutient généralement, dans ce type d'études, que la crise alimentaire qui sévit aujourd'hui au Soudan ne peut s'expliquer indépendamment de l'impact de l'impérialisme et de l'incorporation du Soudan dans le système capitaliste mondial (Babiker, 1986, 1988 a, 1988 b ; O'Brien, 1985). Le point de départ commun à ces études consiste donc à dresser un tableau très « coloré » montrant comment, historiquement, l'abondance alimentaire était le propre de toutes les communautés agricoles du Soudan avant le capitalisme. Par ailleurs, même lorsqu'il y avait pénurie alimentaire, il existait toujours dans la société pré-capitaliste, selon ces études, des stratégies et mécanismes divers (conservation des grains, techniques agricoles de rechange, etc.) qui permettaient d'en contrebalancer les conséquences néfastes. L'analyse montre ensuite comment le capitalisme et l'État (colonial, post-colonial et néo-colonial) ont mis en place des mécanismes économique-politiques qui ont sapé tout à la fois cette « abondance alimentaire historique » et ces stratégies pré capitalistes de défense contre le milieu naturel. Selon ce point de vue, qui a exercé une grande influence, les capitaux et l'État ont progressivement pénétré dans les régions rurales et contrôlé le fonctionnement de l'économie agricole existante et de plusieurs institutions au niveau local (lois et ordonnances, régime foncier, études de marchés, etc.). La triade coloniale – impôts, produits agricoles destinés à l'exportation et monétarisation – est généralement considérée comme le principal mécanisme facilitant l'incorporation progressive des producteurs ruraux dans le marché, ceci par le biais de l'achat des produits de base et des services. Une demande croissante de liquidité est ainsi créée, demande renforcée par une politique étatique des prix qui tend à défavoriser les petits producteurs. Dans une telle situation, les producteurs n'ont pas le choix : pour surmonter l'appauvrissement croissant dans lequel ils se trouvent, ils sont obligés d'augmenter l'exportation de produits agricoles, fût-ce aux dépens des produits alimentaires de base.

Éléments de débat

- 8 Contrairement aux approches largement axées sur les causes « naturelles » ou sur les facteurs liés aux techniques « primitives » de production, l'approche politico-économique situe le problème de l'insécurité alimentaire dans le contexte plus large et plus global des systèmes politico-économiques régionaux. Dans la mesure où les politico-économistes ont essayé de concilier cette vision avec un travail de terrain dans des communautés spécifiques, leurs recherches ont généralement abouti à des études sur les effets de la pénétration capitaliste sur ces communautés.
- 9 Cette école se rapproche néanmoins de celle centrée sur les éléments naturels du fait qu'elle met l'accent sur les forces extérieures et leur impact sur le changement social, ou l'évolution de la société dans le sens d'une « adaptation » à ces forces. Cependant, alors que les tenants de cette dernière approche considèrent que les forces externes

sont celles du « milieu naturel », les politico-économistes qui étudient habituellement le milieu « paysan » entendent par « forces externes » l'État et le système capitaliste mondial. Le fait que ces derniers mettent l'accent sur des processus de plus grande ampleur sur le plan régional, éclairé, ou du moins laisse entrevoir une tendance inquiétante : celle qui consiste à vouloir contrecarrer l'argument « naturaliste » (attribuant les problèmes de l'insécurité alimentaire à la « nature ») par une analyse non moins partielle qui rejette tout le problème sur « l'impérialisme ».

- 10 Par ailleurs, quoique la perspective politico-économique présente l'avantage d'accorder une grande importance à l'aspect historique dans l'étude de toute société, de fortes objections ont récemment été opposées à l'hypothèse selon laquelle une grande partie de l'histoire coloniale, ainsi que l'histoire contemporaine des sociétés agricoles, devrait être interprétée comme une réponse à la pénétration capitaliste (Baumann, 1984 ; Long, 1984 ; Clammer, 1985). Citons à titre d'exemple Sherry Ortner (1984), qui ramène le phénomène à la perception mondiale centrée sur le capitalisme qu'en ont les politico-économistes, ou David Booth (1985, 81) qui qualifie d'« impératif théorique » le fait de « démontrer que les structures et les processus que nous voyons dans les pays les moins développés sont non seulement justifiés, mais nécessaires dans le cadre du capitalisme ». Ainsi, plutôt que de respecter le fait que toute société — même rurale — possède sa propre structure et sa propre histoire, les politico-économistes traitent le plus souvent l'histoire comme « quelque chose qui arrive, tel un navire, de l'extérieur de la société en question » ; ce n'est donc pas l'histoire de cette société que nous percevons mais l'impact de l'histoire (notre histoire) sur cette société (Ortner, 1984, 143).
- 11 C'est dans ce sens que l'approche politico-économique partage certaines conceptions de l'approche précédente, qui représente les agriculteurs comme les victimes d'un système. Mais tandis que dans cette dernière le système est constitué de la « nature » ou de « l'ignorance et de la tradition », il s'agit, dans l'approche politico-économique, de l'État et du capitalisme. A ce propos, on peut soutenir qu'il n'est pas difficile de rencontrer, dans la littérature inspirée de ces traditions théoriques et portant sur l'insécurité alimentaire, un rejet des deux théories — libérale et radicale — relatives au changement social en milieu rural. C'est la position de Norman Long (1984, 168-69) qui rejette l'une et l'autre théorie parce qu'il les juge « faussées par le déterminisme et le centralisme », que « leur interprétation est entachée d'un terrible fatalisme » et qu'elles conduisent donc à « une lecture déprimante ».
- 12 L'invariable image de l'agriculteur « victime du système », mentionnée plus haut, a deux graves conséquences ; d'une part, nous ne sommes ni préparés sur le plan conceptuel ni équipés sur le plan analytique pour entrer dans le champ de l'investigation relative aux différentes tactiques et stratégies mises en œuvre par l'agriculteur pour surmonter les problèmes auxquels il est confronté quotidiennement. D'autre part, il est entendu que tout effort de redressement relatif à l'insécurité alimentaire devrait nécessairement venir de l'extérieur de la société en question : de Dieu, sous forme de compassion ; des organisations étatiques et internationales, sous forme d'aide alimentaire et de soutien technique ; ou d'un parti avant-gardiste « progressiste » qui l'emporterait sur l'État et détruirait le système capitaliste.
- Au delà de l'économie politique
- 13 Il est heureux que ces dernières années, plusieurs anthropologues et sociologues du milieu rural s'inspirant d'A. Giddens (1977, 1979, 1986), tout en reconnaissant

explicitement l'importance des forces extérieures dans le processus de changement social en milieu rural, considèrent que, « sur le plan théorique, il n'est pas satisfaisant de fonder l'analyse sur la notion de détermination externe » (Long, 1984, 171). Afin d'éviter le déterminisme des théories générales sur la question, il faudrait donc que, dans ces approches, l'analyse du processus social soit centrée sur les acteurs. Autrement dit, les individus et groupes sociaux, plutôt que d'être perçus comme des acteurs passifs, devraient être considérés comme des agents sociaux actifs qui ne luttent pas uniquement pour s'intégrer au changement social ambiant mais, de manière plus significative, « agissent — du point de vue cognitif — en fonction de catégories culturelles, d'idéologies et de pratiques conscientes et — sur le plan organisationnel — par le type d'interactions qu'ils entretiennent avec les autres individus et les autres groupes sociaux » (Long, 1984,171).

- 14 Tout en reconnaissant la difficulté de combiner plusieurs niveaux d'analyse, nous soutenons qu'une étude du processus social fondée sur une approche qui intégrerait l'analyse de l'action d'individus et de groupes sociaux particuliers à l'étude plus vaste des structures institutionnelles et politico-économiques, contribuerait non seulement à évaluer le mode de transmission et de transformation des facteurs externes par les structures internes, mais aussi à une compréhension plus fine de la dynamique des structures et du changement structurel (Long, 1984,171-174 ; Baumann, 1984 ; Van Dijk et al., 1986,117-121)

Implications sur la politique et la recherche

- 15 Pour la politique et la recherche, nous pouvons distinguer trois formes (ou niveaux) d'insécurité alimentaire : la malnutrition, les pénuries alimentaires saisonnières et la famine. Pour que les institutions politiques et les plans d'intervention améliorent la situation, il est nécessaire de mieux comprendre l'effet des diverses formes d'insécurité alimentaire sur les différents groupes et la manière dont ces groupes les affrontent. Il s'agit donc de mettre en place des politiques susceptibles de surmonter les problèmes relatifs à l'insécurité alimentaire. Précisons cependant que les arguments exposés ici ne doivent pas être interprétés comme une présentation romancée des mécanismes mis en œuvre par la population, ni comme une tentative pour sous-estimer le rôle décisif que peuvent jouer la science moderne et la technique dans ce domaine. Par ailleurs, même si ces mécanismes ont leurs limites, ils ne peuvent être rejetés sous prétexte qu'ils sont archaïques. Ils doivent bien au contraire servir de base aux principes scientifiques relatifs à l'insécurité alimentaire. Donc, sans une base solide qui assure un échange continu et un accord mutuel entre les mécanismes mis en œuvre par la population, d'une part, et les principes scientifiques, d'autre part, tous les efforts déployés pour surmonter le problème de l'insécurité alimentaire resteront vains.

BIBLIOGRAPHIE

Arab Fund, *The Basic Program for Agricultural Development in the Sudan, 1976-1985*. Kuwait, Arab Fund for Economic and Social Development, 1976.

Babiker M. :

- « The Development of Peasant Commodity Production in Dar Hamar : Incorporation with Immiseration », in P. van der Wel and Abdel Ghaffar Mohamed Ahmed eds., *Perspectives on Development in the Sudan*, The Hague, Institute of Social Studies, 1986, p. 373-400.

- « Primary Export Crop Production and the Origins of the Ecological Crisis in Kordofan : the Case of Dar Hamar », in D. Johnson and D. Andersen eds., *The Ecology of Survival : Case Studies from Northeast African History*, Boulder, Colorado, Westview Press), 1988 a, p. 115-134.

- *Agrarian Change in Dar Hamar : A Study in the Development of Export Crop Production and Desertification from Western Sudan*. Unpublished. Ph. D. Dissertation, University of Hull, 1988 b.

Baumann G, « Development as a Historical Process : A Social and Cultural History of Development in a Nuba Mountain Community », *Anthropos* n° 79. 1984, p. 459-471.

Booth D., « Marxism and Development Sociology interpreting the Impasse », in Martin Shaw (ed.), *Marxist Sociology Revisited*, London, Macmillan, 1985, p. 50-98.

Clammer J., *Anthropology and Political Economy : Theoretical and Asian Perspectives*, London, Macmillan. 1985.

Frank A. G., *Latin America : Underdevelopment or Revolution* (New-York, Monthly Review Press), 1969.

Giddens A. :

- *Studies in Social and Political Theory*. London, Hutchinson, 1977.

- *Central Problems in Social Theory*, London, Macmillan. 1979.

- « Action, Subjectivity and the Constitution of Meaning », *Social Research*. vol. 53, 1986, p. 529-545.

Hashim Awad M., « Why is the Breadbasket Empty ». DSRC Discussion Paper n° 40, Khartoum, Development Studies and Research Center, 1983.

International Labour Office (ILO), *Growth, Employment and Equity : A Comprehensive Strategy for the Sudan*. Geneva, ILO, 1976.

Long N., « Creating Space for Change : A Perspective on the Sociology of Development », *Sociologia Ruralis*, vol. XXIV., 1984, p. 168-183.

O'Brien J., « Sowing the Seeds of Famine : the Political Economy of Food Deficit in the Sudan », *Review of African Political Economy*, n° 33, 1985, p. 23-32.

O'Kagan J., *Growth and Adjustment in National Agriculture*, part IV, case study of Sudan, Rome, FAO, 1978, p. 204-236.

Ortner S., « Theory in Anthropology since the Sixties », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 26, 1984, p. 126-166.

Seddon D. ed., *Relations of Production : Marxist Approaches to Economic Anthropology*, London, Frank Cass, 1978.

Shepherd A., « Nomads, Farmers and Merchant Old Strategies in a Changing Sudan », E. Scott ed., *Life Before the Drought*, London, Allen & Unwin, 1984.

Sudan Government :

- *The Six Year Plan of Economic and Social Development*, vol. 1 and 2, Khartoum, Ministry of National Planning, 1977 a.

- *The Food Investment Strategy*, Khartoum, Ministry of Agriculture, 1977 b.

US Government Office, *Drought Damage and Famine in Sub-Saharan Africa*, Washington, D .C., Department of State, 1974.

Van Dijk G. *et al* : « A Framework or Agricultural Policy Analysis », *Sociologia Ruralis*. vol. XXVI, 1986, p. 109-127.

Voll S.. « The Gezira Development Project in the Sudan », *Research in Economic Anthropology*, vol. 3.1980. p. 265-290.

Wallerstein I., *The Modern World System*, London, Academic press, 1974.

Wohlmuth K., « The Breadbasket Is Empty : The Option of the Sudanese Development Policy », *Bulletin n° 85* ; Khartoum, Economic and Social Research Council 1980.

INDEX

Mots-clés : Soudan

AUTEUR

MUSTAFA BABIKER

Université de Khartoum